

# LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 17 OCTOBRE 2017

## SOMMAIRE

- 1) **Le centre du culte !**
- 2) **Elle menace de bloquer...**
- 3) **La faute des chômeurs**
- 4) **Elle le tourne en ridicule**
- 5) **La macronnerie continue**
- 6) **61% pas...**
- 7) **Il est content de lui selon Leinemann**
- 8) **Le futur cimetière des voitures...**



Diez Gérard La Presse en Revue

## I) Macron, le culte de la réussite



## Président des riches ?

**Pour son premier grand entretien depuis son accession à l'Élysée, le Président a adopté un ton professoral, n'exprimant aucun regret et fustigeant la «jalousie» de certains à l'égard des riches.**

### Macron, le culte de la réussite

«Le chemin est long du projet à la chose» : dimanche, Emmanuel Macron avait peut-être en tête ce passage du Tartuffe de Molière, vingt-quatre heures après avoir assisté à une représentation de la célèbre pièce. Pour son premier grand entretien télévisé depuis son élection, le chef de l'État s'est employé à démontrer la «cohérence» de ses réformes, parfois contestées ces derniers mois. Mais aussi à défendre sa pratique du pouvoir, entre déclarations controversées et une rareté entretenue avec soin. Pour que personne ne doute du caractère très exceptionnel de l'événement, TF1 avait prévu que pas moins de huit caméras étaient mobilisées pour saisir Emmanuel Macron et ses trois intervieweurs, installés dans le salon d'angle au premier étage de l'Élysée - le palais étant, lui, filmé par un drone... Objectif : une audience maximale - dont les chiffres étaient attendus lundi matin - pour se défendre d'être le «président des riches» oublieux des «fainéants».

### Le style

«Les gens qui ne sont rien», les «fainéants», le «bordel» : des regrets ? Que nenni. Macron assure qu'il «assume totalement» tout ce qu'il a pu dire et qui a fait scandale, mais explique que ses propos ont été sortis de leur contexte. «C'est le lot de l'information continue», lâche-t-il. Mais peu lui importe, lui qui se «lève chaque jour» avec «l'amour» de son pays. Pour le reste, le chef de l'État soutient, avec «l'Académie française», que le mot fainéant relève du «registre soutenu» et veut bien reconnaître, après force circonvolutions, que «bordel» appartient lui au «registre populaire». Ce qui compte pour Macron, ce ne sont pas les mots, mais son intention. Et là, il assure n'avoir «absolument pas cherché à humilier». Si son expression a pu paraître clivante, c'est qu'elle a été sortie de son contexte. Il en profite pour régler des comptes avec l'ancien monde et ces «élites» politiques. «Je continuerai à dire les choses, à respirer l'air, à parler avec nos concitoyens. Je dirai les choses.» A Eglington et au cours d'un aparté, il avait estimé qu'«au lieu de foutre le bordel», les ouvriers de GM & S «feraient mieux d'aller regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes» à deux heures de route de chez eux, à Ussel. La majorité des Français s'était dite «choquée» par cette sortie. Là encore, Macron récuse tout mépris de classe. Il visait ceux qui «bloquent tout» et participent, aux côtés d'«activistes», à des actions qui menacent les emplois qu'il prétend avoir «sauvés».

«Contre la médisance, il n'est point de rempart» : cette citation - encore du Tartuffe - a sans doute fait mouche chez Emmanuel Macron. Le spectre du sarkozysme plane désormais sur l'exécutif, en raison d'un budget jugé par la gauche trop favorable aux plus aisés. Ce soupçon tourmente l'exécutif, qui a toutes les peines du monde à défendre son label «ni droite ni gauche». Injuste procès, proteste le chef de l'État dimanche, interrogé sur une nouvelle fiscalité très favorable au capital. «Président des riches ? J'ai eu vent de cette formule. Je n'aime pas cette opposition de la société : quand je vous regarde, je ne vois pas des gens riches, alors que vous l'êtes», lance-t-il au trio de journalistes. Plutôt qu'un «ruissellement» de la richesse, auquel il ne croit pas, le chef de l'État utilise l'image de la «cordée» pour défendre sa politique. Et d'une, «je veux que ceux qui réussissent tirent les autres, il faut des premiers de cordée». Et de deux, «si l'on commence à jeter des cailloux sur les premiers de la file, c'est toute la cordée qui dégringole». Il défend bec et ongles sa réforme de l'ISF, qui ne taxe plus que l'immobilier. Au prix, au passage, d'un mensonge : «Si les gens n'investissent pas plus dans l'économie, ils seront taxés.» Alors que le projet de budget ne prévoit, à ce sujet, aucun mécanisme contraignant.

### Les réformes sociales

«Très indifférent à tous les commentaires», Macron assume la réforme du code du travail. «Je fais ce que j'ai dit [pendant la campagne], souligne le chef de l'État. Cela surprend peut-être, ça contrarie certains.» Les résultats de cette politique, «vous les verrez dans un an et demi, deux ans», juge Macron, décochant de nouveau une flèche contre Hollande. «On ne juge pas la réussite d'un président à un seul indicateur, c'est l'un des désaccords avec mon prédécesseur.» Prochain chantier pour l'exécutif : la réforme de l'assurance chômage, de la formation et de l'apprentissage, censée incarner l'aspect «protecteur» du macronisme après des premiers mois consacrés à la «libération» et à la souplesse. Exemple : le droit pour un salarié de toucher le chômage après une démission, «tous les cinq ou sept ans, s'il y a un projet» professionnel. Mais la réforme aura un autre visage, celui d'un contrôle accru des demandeurs d'emploi, tenus de ne pas refuser plusieurs (deux, selon le projet macronien) «offres décentes, raisonnables» : «Il faut qu'on s'assure qu'il cherche, et que ce n'est pas un multirécidiviste du refus», explique le Président. Macron annonce également revisiter «l'intéressement et la participation».

### Cinq ans de mandat, assez ?

«On a déjà beaucoup fait en cinq mois [...] Je ne suis pas là pour gérer ou réformer, je suis là pour transformer. Aujourd'hui, si je passais mes journées à regarder les courbes de popularité, je suis sûr que je ferais échouer la France et à coup sûr j'échouerais.»

Alain Auffray , Laure Bretton , Dominique Albertini

## II) La CGT menace de bloquer les raffineries le 23 octobre



La CGT pétrole menace de bloquer les installations pétrolières en l'absence d'une négociation sur la réforme du code du travail (Illustration) Le Parisien/Nicolas Sivan

### La CGT du secteur du pétrole menace d'une grève et de blocages si des négociations ne sont pas ouvertes avec le gouvernement sur les ordonnances Macron liées à la réforme du Code du travail.

Après une nouvelle manifestation prévue le 19 octobre, la CGT du secteur pétrolier, qui s'oppose aux ordonnances Macron sur la réforme du Code du travail, demande «l'ouverture d'une négociation immédiate» avec le ministère du Travail, le patronat et les syndicats de la branche.

L'objectif : maintenir le socle des garanties de la convention collective existante, dont une partie serait remise en cause. «La convention collective pétrole, elle-même socle des accords de groupe et d'entreprise, est touchée comme les autres», explique la CGT.

Qui pose un ultimatum : l'ouverture d'une négociation, sous peine d'une grève reconductible à partir du lundi 23 octobre. Le CGT pétrole affirme que le secteur est prêt à bloquer les raffineries mais aussi «toutes les installations.»

Selon le syndicat, les garanties salariales assurent aux salariés du secteur pétrolier «un salaire minimum conventionnel» (avec «des primes d'ancienneté allant jusqu'à 20% du salaire de base» ou des «primes de quart allant jusqu'à 18% la nuit et 13% le jour») seraient sur la sellette.

La Convention collective du secteur offre aussi la possibilité aux salariés d'un «départ anticipé pouvant aller jusqu'à quatre ans», proportionnellement au nombre d'années effectuées en poste.

[leparisien.fr](http://leparisien.fr)

## III) Dans le vocabulaire de Macron, les riches sont "premiers de cordée" et les chômeurs "multirécidivistes"

Par Étienne Girard

Emmanuel Macron veut réconcilier les différentes classes sociales, a-t-il affirmé ce dimanche 15 octobre. Tout en employant un vocabulaire pour le moins connoté, où les uns lui plaisent et les autres l'agacent...

Emmanuel Macron ne croit pas à la lutte des classes, il croit à l'amour. C'est du moins le message martelé à haute voix par le Président, ce dimanche 15 octobre sur TF1. « J'aime et estime l'ensemble de mes concitoyens », affirme-t-il. Fort de cette idée, le chef de l'Etat voudrait réconcilier tout le monde, les riches et les pauvres, supposément opposés sur la question de l'ISF.

Sauf que tout, dans le vocabulaire utilisé par le Président, dit l'inverse. Au gré des adjectifs employés, des raisonnements effectués, le chef de l'Etat n'a laissé que peu de doutes sur les destinataires premiers de son « estime » et de son empathie. Aux uns, les métaphores louangeuses ou les comparaisons victimaires. Aux autres, les qualificatifs peu amènes. Comme si Emmanuel Macron avait troqué Marx pour un raisonnement sans nuances excessives où les torchons et les serviettes ne se confondent pas.

### "Massacre" des riches

Pour exprimer la nécessité d'une grande réconciliation entre les riches et les pauvres, Emmanuel Macron commence par exemple par développer l'idée... qu'il existe une tradition française d'aigreur à l'égard des plus fortunés : « Moi, je ne crois pas à la jalousie française qui consiste à dire "il y a des gens qui réussissent, taxons-les, nous nous porterons mieux" ». Pour bien se faire comprendre, il réitère ces propos quelques instants plus tard... en associant les défenseurs de l'ISF à des fanatiques avides de "massacre" symbolique : « Je n'aime pas la jalousie qui consiste à dire "ceux qui réussissent, on va les taxer, les massacrer, parce qu'on ne les aime pas" ». Au passage, les plus aisés sont présentés en victimes d'une haine irrationnelle.



Emmanuel Macron@EmmanuelMacron  
Je demande à ceux qui réussissent d'être des premiers de cordée, de s'engager pour la société. #LeGrandEntretien #TF1EMacron

Quand il évoque la réforme de la formation professionnelle, Emmanuel Macron utilise en revanche l'expression de « multirécidiviste », employée normalement à propos d'un délinquant qui commet une nouvelle infraction après avoir été condamné à plusieurs reprises. De façon surprenante, le chef de l'Etat vise lui ... des chômeurs qui refusent plusieurs offres d'emploi. « Il faut qu'on s'assure qu'il cherche, et que ce n'est pas un multirécidiviste du refus », explique-

t-il.

### Métaphore de la cordée

A l'inverse, les plus aisés sont perçus de façon particulièrement élogieuse par Emmanuel Macron. Quand on lui fait remarquer que la réforme de l'ISF va profiter aux grandes fortunes, il dégote la métaphore de la cordée. Vous savez, ce groupe d'alpinistes liés les uns aux autres pour effectuer une ascension. « Je ne crois pas au ruissellement (des richesses, ndlr.) pour ma part, mais je crois à la cordée », répond-t-il à David Pujadas. Dans l'esprit du chef de l'Etat, les plus riches seraient des premiers de cordée du pays, qu'il serait contre-productif de mettre en difficulté : "Si on commence à jeter des cailloux sur les premiers de cordée, c'est toute la cordée qui dégringole". En alpinisme, le premier de cordée est le guide de la troupe, le pionnier qui ouvre la route. Voilà qui est plutôt positif pour qualifier notamment certains contribuables qui quittent la France pour payer moins d'impôts et ne peuvent donc pas vraiment prétendre tirer dans le même sens que l'ensemble des Français...

Emmanuel Macron n'oublie tout de même pas totalement ces exilés fiscaux à qui il reproche un certain égoïsme : « Je n'aime pas le cynisme, parfois, de celles et ceux qui réussissent, et qui se replient dans un égoïsme où le seul but de la vie serait de cumuler de l'argent. Ils doivent donc aussi s'engager dans la société, en créant de l'emploi, de l'activité ». Le Président leur demande donc « d'être des premiers de cordée », c'est-à-dire d'investir leur argent en France. Sauf qu'à l'inverse des allocations chômage, qu'Emmanuel Macron veut davantage contrôler, la suppression de l'ISF n'a été associée à aucune mesure d'incitation à l'investissement dans l'économie réelle. Ballot.



### IV) Charline Vanhoecker tourne en ridicule l'interview télévisée de Macron

Service Actu

<http://dai.ly/x64qs7z>

"Trois journalistes du privé, ça manquait d'un journaliste du service public, à quatre ils auraient pu faire une belote pendant que Macron parlait tout seul". Pour son billet du 7/9 de France Inter du lundi 16 octobre, Charline Vanhoecker a décidé de revenir sur l'interview d'Emmanuel Macron diffusée la veille sur TF1. La journaliste a raillé la mise en scène et le choix des journalistes, trop complaisant à son goût :

"Le réalisateur c'est le même que celui qui met en scène The Voice et Danse avec les stars, celui de Secret Story n'était pas libre... Tant qu'à faire, TF1 aurait mieux fait de prendre Mika, Jennifer et Florent Pagny pour interviewer le président. Les

trois autres ils ont tellement bien vendu Macron qu'on aurait dit le télé-achat."

Le Président s'est fait "servir la soupe"

Et conclut par : "Terminons sur une note positive, on a vu le président dans l'intimité, l'ambiance était sereine, j'ai même cru qu'on allait voir Brigitte débarquer avec des cordons bleus pour tout le monde. Mais en réalité, le président était détendu parce qu'il était à domicile, et c'est gonflé d'inviter des gens chez soi pour se faire servir la soupe".

[lesinrocks.com](http://lesinrocks.com)

### V) Macron. Le "blitzkrieg social" continue

Humanite.fr



Photo DAMIEN MEYER. AFP

Depuis son élection, le Président de la République avait évité les interviews télévisées. Devant la chute de sa popularité et une rentrée sociale agitée, il a consenti à se à prêter l'exercice dimanche soir. Que faut-il en retenir ?

« Bordel, fainéants, illettrés »...Macron persiste et s'enfoncé

Interrogé sur sa pratique du pouvoir et sur son mépris de classe, Emmanuel Macron s'est défendu d'exercer « une hyper-présidence ». « Je tiens à l'esprit de nos institutions » a-t-il expliqué alors même que sa majorité est en train de proposer d'affaiblir la vie parlementaire et la représentation nationale. Sur « le bordel », il assume : « J'ai toujours essayé de dire les choses et de m'approcher d'une forme de vérité. Et donc je nomme.. J'assume totalement. Quand certains font tout pour bloquer les choses pour toucher un peu plus d'argent de licenciement, je ne l'accepte pas ». Les salariés de GM& S apprécieront...

Sur le chômage, des résultats dans deux ans... ou plus

Remake du quinquennat Hollande : Sur l'efficacité de ses politiques pour l'emploi, Emmanuel Macron avoue désormais que « la plénitude des résultats se verra dans un an et demi à deux ans ». Sur le chômage, il considère que « les garanties effectives, ce n'est pas de dire aux

gens qu'ils ont des droits, c'est de dire que la société change. Je ne vais pas les protéger contre les changements, mais les armer... Pour le Président, l'enjeu hier était de démontrer qu'après la phase de « libération » du travail et les cadeaux au patronat, il y aurait une prochaine étape sur « la protection » des employés, comme François Hollande avait promis le « temps de la redistribution »... Concernant les ordonnances sur le code du travail, « j'ai sentiment que la démocratie est respectée » a affirmé Emmanuel Macron, quand bien même ses propositions n'ont jamais été évoquées durant la campagne des élections législatives et qu'une plainte avait été déposée contre

### Libération qui avait dévoilé le contenu des ordonnances...

Président des riches ? « Je n'aime pas cette opposition de la société » a botté en touche Emmanuel Macron. Autrement dit, la lutte des classes est une « une passion triste », selon les mots du chef de l'Etat. Sur la suppression de l'ISF, Emmanuel Macron assume son choix : « je ne crois pas à la jalousie française qui veut taxer ceux qui réussissent » a-t-il osé. Interrogé sur sa politique fiscale en faveur de ceux qui ont déjà tout, il s'est défendu de promouvoir la « théorie du ruissèlement », tout en concédant « Je ne crois pas au ruissèlement, mais à la cordée. Je veux que ceux qui réussissent tirent les autres » : la même logique. La taxe à 75% sur les revenus de plus d'un million d'euros n'a pas rapporté beaucoup d'argent « parce que les gens sont partis, ils ont fait des montages » financiers pour y échapper, a aussi tenté d'argumenter l'ancien ministre de l'Economie de François Hollande. Et pour cause, aucunes mesures concrètes contre l'évasion fiscale, qui coûte près de 60 milliards par an à la France, n'ont été prises.

### Aucune proposition concrète pour « les classes moyennes et populaires »

« On s'adresse aux classes moyennes et populaires... Nous allons intensifier la politique pour celles et ceux qui sentent assignés à résidence... » a avancé le chef de l'Etat, sans annoncer aucune mesure favorable aux plus fragiles. Face à la colère des élus locaux suite à la baisse des dotations et la suppression des contrats aidés, tout juste a-t-il consenti « être sensible au message » des maires, qui organisent lundi à Grigny, dans l'Essonne, des Etats Généraux de la politique de la ville.

Maud Vergnol  
Chef de la rubrique Politique

L'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## VI) 61% des Français ayant vu ou entendu parler de l'intervention d'Emmanuel Macron sur TF1 n'ont pas été convaincus

atlantico.fr

Le président de la République était invité sur TF1 et LCI, ce dimanche soir pour un premier grand oral télévisé. Un exercice qui n'a pas convaincu, selon notre sondage exclusif Harris Interactive pour Atlantico et RMC.

Jean-Daniel Lévy

Jean-Daniel Lévy est directeur du département politique & opinion d'Harris Interactive.



A la demande de RMC et Atlantico.fr Harris Interactive a interrogé un échantillon représentatif de Français, suite à l'interview du Président sur TF1 et LCI.

Seules les personnes ayant vu en totalité, en partie ou ayant entendu parler de la prestation d'Emmanuel Macron ont été invitées à se prononcer sur l'interview. L'ensemble de l'échantillon ayant répondu aux questions relatives aux orientations politiques.

### Que retenir ?

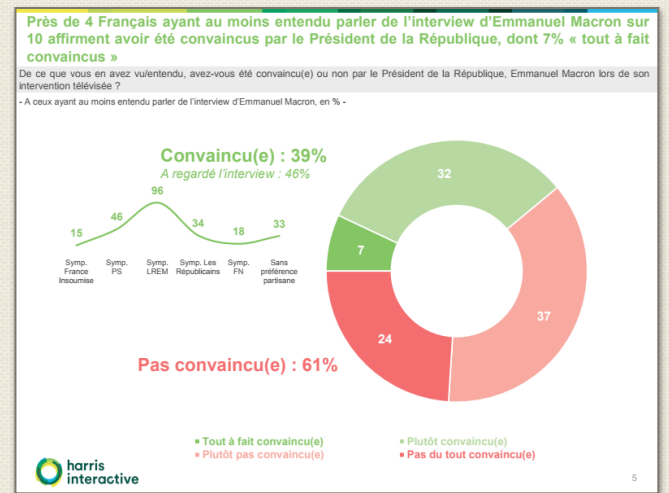
Que 61% des Français ayant été exposés à la prise de parole du Président (car ayant vu en totalité, en partie l'interview ou ayant regardé/entendu les émissions suivant avec diffusion d'extraits) déclarent ne pas avoir été convaincus.

Dans un contexte où la prise de parole d'un responsable politique est souvent sujet à caution, Emmanuel Macron n'échappe pas à cette distance de la part des Français. Dans le détail, 96% des proches de La République En Marche se déclarent convaincus.

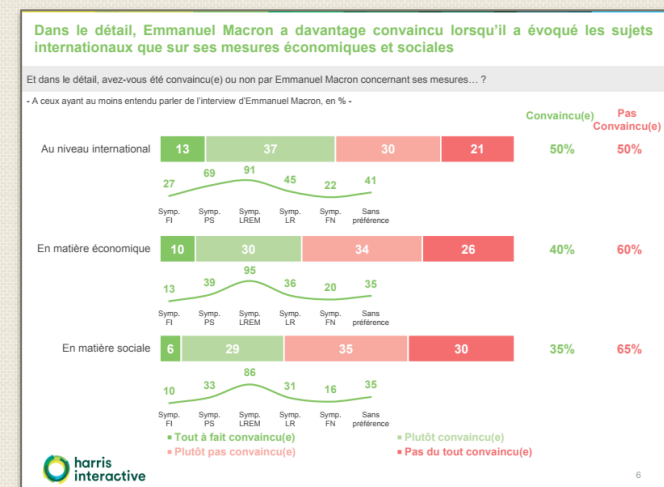
La force de conviction étant un peu plus forte auprès des proches du Parti Socialiste (46%) que des Républicains (34%). Enfin, il semble que le « bruit » médiatique a été plutôt défavorable au Président.

En effet, 54% des Français déclarant avoir vu la totalité de la prestation du Président à la télévision se déclarent convaincus.

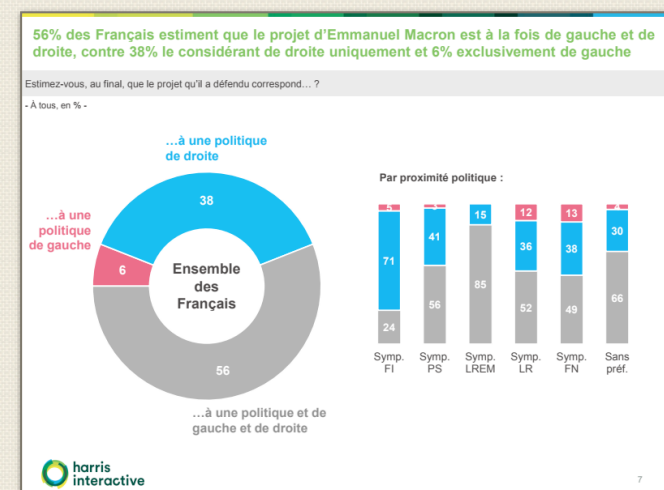
Si les téléspectateurs les plus assidus arborent un profil particulier (plus proches de LREM que la moyenne des Français) ceux-ci semblent avoir plus apprécié les réponses d'Emmanuel Macron que l'ensemble des Français.



Indépendamment du jugement global, les Français ayant été exposés à la prise de parole du Président jugent la prestation du Président différemment selon les angles : La moitié se déclare convaincue lorsqu'il s'agit de l'international (50%), 40% lorsqu'il est question de la politique économique, 35% celle sociale. On le voit, ce sont bien les conséquences anticipées (sociales) qui semblent structurer au final le jugement. Les structures politiques d'appréciation ne changent pas (proches de LREM plus convaincus que les autres et systématiquement auprès d'une majorité de cette population) proches de la gauche plus que ceux de la Droite.



Au final, l'axe politique apparait, aux yeux des Français, être et de gauche et de droite (56%). Reste que lorsque les personnes interrogées la positionne plus nettement, les orientations leurs apparaissent plus de droite (38%) que de gauche (6%). Ainsi sympathisants PS comme LR évoquent en premier lieu une politique et de gauche et de droite. Pour ceux considérant que la « balance » penche un peu plus d'un côté 41% des proches du parti socialiste comme 36% des Républicains parlent d'une politique de Droite. Seule une proportion congrue évoque des orientations à Gauche.



Méthodologie d'enquête

- Enquête réalisée en ligne le 15 octobre 2017, à l'issue de l'interview d'Emmanuel Macron sur TF1 et LCI.
- Echantillon de 856 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus.
- Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).
- Aide à la lecture des résultats détaillés : Les chiffres présentés sont exprimés en pourcentage.

## VII) Macron : « Hors sol » et « très satisfait de lui » pour Lienemann

**Au micro de « Sénat 360 », Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice (PS) de Paris, a réagi à l'intervention d'Emmanuel Macron sur TF1/LCI dimanche 15 octobre, en jugeant le président de la République « hors sol ».**

Par Public Sénat

*Macron : « hors sol », « assez méprisant des Français » et « très satisfait de lui » pour Lienemann*

Dimanche dernier, Emmanuel Macron a donné son premier grand entretien à la télévision.

Cet exercice a été, pour la sénatrice socialiste de Paris, Marie-Noëlle Lienemann, l'occasion de « révéler ce qu'est Emmanuel Macron » : « Très satisfait de lui, quand même très décalé des réalités et par ailleurs au fond assez méprisant envers les Français ou en tout cas, très négatif sur eux (...) Il n'a pas compris que depuis 1789, ce pays est attaché à la lutte contre les privilèges et à l'égalité. Donc, on sent un président un peu hors sol, dans son univers, qui continue à ne pas regarder ce qu'il se passe ».

« Plus grave, il fait de mauvais diagnostics, à la fois de l'état de la situation et des rebonds possibles pour la France. Pour moi, l'exemple le plus frappant, c'est la question du chômage » ajoute la vice-présidente du Sénat. Mais tout n'est pas à rejeter pour autant : « Ouvrir un débat en France sur l'entreprise est une bonne idée, à condition qu'on ne le fasse pas de manière dogmatique ».

Interrogée sur l'utilisation de l'expression « premiers de cordée » par le président de la République pour décrire les Français les plus aisés, la sénatrice est catégorique : « Idéologiquement c'est complètement de droite. Et encore une certaine droite ». Pourtant Marie-Noëlle Lienemann trouve qu'il s'agit d'une « belle image » quand elle est bien employée : « Elle caractérise bien ce qui devrait être notre préoccupation c'est-à-dire de lutter contre les inégalités pour que tout le monde marche d'un même pas ».



LAPRESSEENREVUE.EU

## VIII) Fin de la voiture à Paris : la vieille industrie automobile doit s'inquiéter

The Daily Telegraph - Londres



Vue de la place de la Concorde à Paris, le 1er octobre 2017.  
PHOTO Charles Platiau/REUTERS

**La mairie de Paris a annoncé le 12 octobre que toutes les voitures à moteur thermique pourraient être interdites de circulation dans la capitale dès 2030. Une décision qui secoue l'industrie automobile traditionnelle, relève le quotidien britannique The Daily Telegraph.**

La mairie de Paris envisage d'interdire la circulation des véhicules diesel d'ici 2024 et celle des véhicules à essence d'ici 2030, s'étonne The Daily Telegraph. «Ce délai extrêmement serré devance la décision de la France de mettre fin aux ventes de véhicules à moteur thermique d'ici 2040 [annoncée en juin par le ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot]», note le quotidien britannique, pour qui «cela montre à quelle vitesse la révolution électrique est en train de secouer l'ordre établi».

En outre, cette décision «met en lumière les risques commerciaux croissants auxquels sont confrontés les constructeurs automobiles qui ont fait le pari que les modèles à essence et diesel étaient là pour rester».

La mise en œuvre de cette décision suscite de nombreuses oppositions, et le débat promet d'être intense. Reste également à régler la question – majeure – de la mise en place d'un réseau électrique suffisamment puissant pour pouvoir alimenter les nouveaux véhicules.

Mais il n'empêche que cette décision de la mairie de Paris reflète une volonté globale de la France de se tourner vers la production de véhicules électriques, ajoute le Telegraph.

*Derrière ce choix français, il y a la volonté acharnée du président Emmanuel Macron de faire en sorte que son pays prenne le leadership européen de cette nouvelle industrie très lucrative, devançant les producteurs allemands qui sont pris au dépourvu par la rapidité du changement.»*

## La Chine avance à grande vitesse

Renault-Nissan est d'ores et déjà le leader mondial des ventes de voitures électriques, avec 460 000 véhicules vendus chaque année dans le monde, rappelle le journal. Et le gouvernement français «poursuit de manière systématique une stratégie industrielle qui favorise la production de voitures électriques, en soutenant la recherche, en offrant des formations aux travailleurs et en aidant les fournisseurs de composants à modifier leurs appareils de production», décrypte un expert du marché automobile européen, cité par le journal londonien.

Si la France paraît donc bien placée dans la course à l'électrique face à son rival allemand, elle doit se méfier d'un autre concurrent, plus redoutable : la Chine, qui envisage également d'interdire la vente de voitures à moteur thermique d'ici 2040.

Le pays est déjà le plus grand marché mondial pour la voiture électrique, et les Chinois envisagent de produire 7 millions de ces véhicules par an, grâce à leur avance en matière de batterie au lithium – un secteur où les Européens sont en retard.

«Les Chinois savent qu'ils ne peuvent pas rivaliser dans un futur proche avec les moteurs à combustion très sophistiqués des constructeurs occidentaux, mais ils peuvent les doubler en se tournant vers l'industrie électrique et en façonnant le marché par voie réglementaire», analyse le Telegraph.

Malgré les efforts de la France et des constructeurs européens pour s'adapter au futur marché automobile, «le risque pour les fabricants automobiles traditionnels est que la Chine pourrait leur faire ce qu'elle a déjà fait avec les sociétés allemandes qui produisaient des panneaux solaires : les éliminer du marché.»

Source  
The Daily Telegraph Londres  
www.telegraph.co.uk

*Atlantiste et antieuropéen sur le fond, pugnace et engagé sur la forme, c'est le grand journal conservateur de référence. Fondé en 1855, il est le dernier des quotidiens de qualité à ne pas avoir abandonné le grand format.*

courrierinternational.com

**A Suivre...  
La Presse en Revue**

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**